Il existait des régimes de pensions dans presque tous les secteurs de l'activité économique, mais le champ d'application variait énormément d'un secteur à l'autre. C'est dans l'administration publique et la défense qu'il était le plus étendu, couvrant la presque totalité des 761,000 fonctionnaires à tous les niveaux de gouvernement, les Forces armées et la Gendarmerie royale du Canada. Deux travailleurs rémunérés sur trois dans l'industrie minière et plus de 40% dans l'industrie manufacturière étaient couverts. Dans le secteur des transports et des communications, qui étaient pourvus dans certains cas des régimes les plus anciens et les plus vastes au pays, comme ceux des sociétés ferroviaires, des sociétés de téléphone et de camionnage, près de la moitié des travailleurs rémunérés (337,800) participaient à un régime de pensions de retraite. Quant aux travailleurs du secteur finances, assurances et affaires immobilières environ 45% étaient protégés; un travailleur sur quatre environ dans les services communautaires, commerciaux et personnels, qui comprennent les hôpitaux, les organisations religieuses et de bien-être et les associations professionnelles, etc., participait aux régimes de pensions des travailleurs. La construction comptait 107,400 participants, soit 23% des effectifs, et le commerce de gros et de détail 142,500, soit 13%.

Le Canada comptait, au début de 1970, plus de 16,000 régimes de pensions dont 11,000 (près de 70%) étaient financés par des compagnies d'assurances, mais celles-ci ne comptaient que 15% des membres, soit 398,700 travailleurs sur un total de 2.8 millions. Les régimes comptant le plus d'adhérents étaient ceux destinés aux fonctionnaires; les cotisations des employés sont versées au Fonds du revenu consolidé du gouvernement qui n'est pas détenu sous forme d'argent comptant ou de titres placés. Ces régimes, au nombre de seulement 19, visaient 607,800 fonctionnaires, y compris ceux protégés par le Régime fédéral de pensions de retraite, les Forces armées, la G.R.C. et les fonctionnaires de cinq provinces.

A part ces régimes de pensions destinés aux fonctionnaires, les régimes assez élaborés avaient généralement recours à des fiduciaires particuliers ou corporatifs comme organismes de placements. Bien que le quart seulement des régimes liés au travail fussent établis en fiducie, ils couvraient plus de 60% des adhérents, soit environ 1.7 million de personnes sur un total de 2.8 millions. En consultant le graphique, on peut voir les rapports entre les divers genres de régimes selon l'organisme de placements.

En 1970, le montant total des cotisations versées par les 2.8 millions de participants et pour leur compte s'est élevé à plus de 1,700 millions de dollars dont plus de 1,000 millions ont été versés dans des caisses de fiducie. Cette entrée annuelle d'argent comptant est telle que les caisses de pensions en fiducie sont devenues l'une des plus importantes réserves d'argent au pays, avec un taux de croissance annuelle de 10% à 12%; la valeur comptable de l'avoir accumulé par ces caisses atteignait à la fin de 1971 le montant record de 12,461 millions de dollars. Étant donné la rapidité avec laquelle ces caisses grossissent et l'ampleur des sommes qu'elles accumulent, Statistique Canada fait à leur sujet une enquête annuelle dont les résultats sont publiés dans le bulletin intitulé *Régimes de pensions en fiducie, Statistique financière* (n° de catalogue 74-201). Le tableau 8,24 présente une totalisation des principales données financières qui les concernent.

Le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec sont traités au Chapitre 6.

Rentes sur l'État. Depuis 1908 le gouvernement fédéral vend des rentes et des régimes de pensions aux entreprises en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État. Le besoin pour ce genre de service ayant diminué, le programme a été réduit. Depuis 1967 aucun vendeur n'a été embauché mais il est toujours possible de se procurer sur demande des rentes en vertu de la Loi. Celles-ci sont maintenant administrées par la Commission d'assurance-chômage.

8.5 Assurance-chômage

L'assurance-chômage fait partie de la vie économique et sociale du Canada depuis l'adoption de la Loi sur l'assurance-chômage en 1940. Depuis lors, diverses modifications ont permis d'incorporer de nouvelles catégories de travailleurs dans le régime et les taux des cotisations et des prestations ont été haussés périodiquement suivant l'évolution des conditions économiques. Toutefois, jusqu'à récemment, la structure fondamentale de la Loi n'a pas changé.

En 1968, lorsque le Parlement a approuvé une hausse des cotisations et des prestations et élargi le champ d'application du régime, la Commission d'assurance-chômage a été chargée d'exécuter une enquête sur le programme et de recommander les changements appropriés quant aux principes de base et à la structure du système. La Loi sur l'assurance-chômage de